

Mars 2026
Numéro 17

Accountability Note



Programme de bourses Sandra Smithey : faire progresser la redevabilité dans le financement du développement

Rachel Nadelman et Anushka Bose



À propos de l'Accountability Research Center

Le siège de l'Accountability Research Center (ARC) se trouve à la School of International Service sur le site de l'American University. L'ARC crée des ponts entre la recherche et les actions de terrain pour apprendre des idées, des institutions et des acteurs porteurs de stratégies afin de renforcer la transparence, la participation et la redevabilité. Pour en savoir plus, visitez notre site www.accountabilityresearch.org.

À propos des publications de l'ARC

Les publications de l'ARC forment une plateforme qui permet aux stratèges et aux chercheurs de partager leurs expériences et leurs connaissances en matière de redevabilité avec un public varié et des alliés potentiels, dont les enjeux touchent différents domaines et secteurs. Elles mettent en lumière différentes initiatives locales et nationales de façon à susciter un débat élargi autour de la transparence, la participation et la redevabilité. Découvrez nos publications sur notre site www.accountabilityresearch.org/publications.

Droits et autorisations



Le contenu de la présente publication est protégé par des droits d'auteurs en vertu d'une licence Creative Commons Attribution 4.0 Unported (CC BY 4.0). Si le présent document est traduit, veuillez ajouter la clause de non-responsabilité suivante : La présente traduction n'a pas été réalisée par l'Accountability Research Center (ARC), et l'ARC n'assume aucune responsabilité pour les erreurs de traduction éventuelles.

Veuillez citer le présent document comme suit : Nadelman, Rachel et Anushka Bose. 2025. « Programme de bourses Sandra Smithey : faire progresser la redevabilité dans le financement du développement », Accountability Note 17. Accountability Research Center. <http://doi.org/10.57912/31451986>

Photo de couverture : Membres du groupe de travail de la BAD aux Assemblées annuelles de la BAD à Abidjan.

Crédits photographiques : LSD

Table des matières

Résumé	5
Avant-propos de Sam Passmore, directeur du programme Environnement de la Fondation C. S. Mott	6
Introduction	7
La bureaucratie décryptée pour les fédérations autochtones : Eduardo Nugkaug	9
Placer le savoir des femmes autochtones au cœur du financement de l'action climatique : Mayra Tenjo Hurtado	10
Militer pour les droits fonciers : Milostène Castin	12
Le leadership forgé par l'immersion dans la redevabilité : Joliesse Videle Feze	14
Des modèles de propriété communautaire pour l'accès à l'énergie dans les zones rurales : Sisty Basil	15
La redevabilité dans le financement de l'action climatique : Prekkshya Bimali	17
Le militantisme académique sous surveillance : Maha Mirza	18
Diriger en exil : Vuthy Eang	20
Conclusions : Les enseignements du programme de bourses Smithey Fellowship	22

À propos des auteurs

Le Dr **Rachel Nadelman** dirige des travaux de recherche à la School of International Service de l'American University, et est associée à l'Accountability Research Center et au Département de l'Environnement, du Développement et de la Santé. Les travaux de cette chercheuse-praticienne s'appuient sur une expérience de vingt ans et un engagement de longue date en faveur de la transparence, la participation et la redevabilité dans le développement international. Après avoir occupé divers postes au sein d'institutions multilatérales et bilatérales, d'organisations locales, de fondations, ainsi que de centres de recherche universitaires, se retrouver à la tête du programme de bourses Sandra N. Smithey marque pour elle une étape décisive dans sa carrière professionnelle.

Anushka Bose, doctorante à la School of International Service de l'American University, rédige une thèse sur la migration des programmes d'investissement à l'échelle mondiale. Elle est titulaire d'un Master en philosophie (Mphil) de la School of International Service de l'American University, d'un Master en sécurité internationale de la Josef Korbel School of International Studies de l'Université de Denver, et d'un BA en sciences politiques de l'Université de Purdue. Depuis l'été 2025, elle exerce en tant qu'assistante de recherche du Dr Rachel Nadelman à l'Accountability Research Center.

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier Amy Shannon et David Hunter pour leurs commentaires utiles et pour avoir été les premiers à avoir eu l'idée du Smithey Fellowship. Notre gratitude va également à Karen Brock et Jonathan Fox, sans oublier l'ensemble des collaborateurs et partenaires, pour leurs remarques précieuses. Nous sommes extrêmement reconnaissants à la Fondation Charles Stewart Mott, au Wallace Global Fund, ainsi qu'au Marin Community Foundation pour leur soutien financier qui a rendu ce programme de bourses possible.

Résumé

Le programme de bourses Sandra N. Smithey pour l'équité et la redevabilité dans le développement international (en anglais : Sandra N. Smithey Fellowship for Equity and Accountability in International Development) a été créé en hommage à la carrière de Sandra Smithey, et plus particulièrement pour saluer son engagement à faire retentir les voix de celles et ceux qui, en premières lignes, défendent des approches de financement du développement plus transparentes et redevables.

Entre 2023 et 2025, le Smithey Fellowship, géré par l'Accountability Research Center (ARC) à l'American University a soutenu huit défenseurs de la redevabilité dans le financement du développement. Selon le principe directeur du Fellowship, le travail sur la redevabilité est plus efficace lorsqu'il est dirigé par celles et ceux qui sont directement affectés par des décisions relevant du développement, soutenus par des fonds flexibles et fondés sur la confiance. L'ARC a collaboré avec chaque boursier pour définir avec eux leurs objectifs stratégiques et leurs démarches, dans les limites du temps et des ressources disponibles, en veillant à ce que chacun puisse saisir les opportunités et relever les défis les plus urgents qui se sont posés à eux. Ils ont pu bénéficier d'une grande souplesse d'action leur permettant de s'adapter en cours de route, lorsque les conditions politiques l'exigeaient.

Huit bourses confectionnées sur mesure ont été octroyées selon notre philosophie de « la priorité aux boursiers ». Elles mettent en lumière l'ampleur des efforts de la société civile, dans le cadre du financement international du développement, à promouvoir la redevabilité à l'égard de la communauté, en tenant compte du contexte.

Ces différentes expériences ont fait émerger quelques enseignements clés

- **La flexibilité est indispensable pour l'impact et la durabilité.** Les boursiers ont eu le champ libre pour s'adapter à des contextes évoluant rapidement, ce qui leur a permis d'obtenir des résultats qui n'auraient pas été possibles dans le cadre de programmes plus rigides.
- **Modifier la conception classique des bourses peut faire basculer l'équilibre de la hiérarchie des savoirs entre le Nord et le Sud.** Une structure de bourse adaptée a permis à certains boursiers de poursuivre leurs projets tout en restant ancrés dans leurs communautés locales, et d'obtenir un soutien là où leurs efforts commençaient à être récompensés.
- **Traduire les savoirs peut entraîner une nouvelle répartition des pouvoirs.** Les boursiers qui ont transformé le langage technique et bureaucratique en outils pratiques ont permis aux communautés de s'assurer du concours des institutions selon leurs propres termes.
- **La collaboration est un vecteur de continuité, tant des projets que des relations.** La collaboration entre mentors, alliés et organisations de la société civile a étendu la portée des projets individuels et intégré l'apprentissage dans des mouvements plus larges. L'influence à plus long terme repose sur la volonté de poursuivre les efforts pour maintenir les réseaux, la communication, et la stabilité financière même après la fin du soutien officiel.
- **Laisser l'expertise de terrain façonner les récits sur la redevabilité peut véritablement appuyer les mouvements existants œuvrant pour la défense des droits et la réparation.** Les boursiers ont montré que celles et ceux qui évoluent au plus près de l'injustice disposent des connaissances et de la crédibilité nécessaires pour redéfinir la redevabilité dans leurs propres contextes, et l'utiliser comme base pour un changement transformateur.

La présente *Accountability Note* décrit le travail de ces boursiers et explore comment une formule de financement direct ciblé, répondant à leurs priorités et offrant un accompagnement de partenaires de confiance, leur a permis de s'adapter efficacement à des conditions nouvelles et changeantes. Pour conclure, le Smithey Fellowship a démontré qu'un soutien modeste et bien structuré, bâti sur la confiance, l'autonomie et la solidarité, peut ouvrir un chemin vers la redevabilité et permettre à ses défenseurs de tracer leur propre voie pour construire des mouvements durables pour la justice.

Avant-propos de Sam Passmore, directeur du programme Environnement de la Fondation C. S. Mott

J'ai œuvré à la Fondation Mott pendant près de 20 ans aux côtés de Sandra Smithey. À cette époque, nous sommes également devenus de bons amis, nous réjouissant de nos réussites réciproques et nous lamentant sur nos échecs, tant personnels que professionnels. Notre lien s'est surtout forgé au cours de nos covoiturages, entre nos domiciles et les bureaux de la Mott, situés dans la ville de Flint. Ces trajets m'ont révélé toute la personnalité de Sandra : bien plus qu'une conceptrice brillante d'aides financières, elle était infatigable pour promouvoir des approches de développement en faveur des pauvres. Elle était cela, bien sûr, mais elle était aussi une fan absolue de films d'animation, fine connaisseuse de whiskey américain, passionnée par les chats, une adepte du Bauhaus, une accro de la politique, une tata dévouée, une grande amatrice de bonne cuisine, et tellement, tellement plus. Elle adorait discuter et savait exprimer ses opinions avec force ; pour autant, sa qualité d'écoute était sans égal.



Sandra est subitement décédée en 2022 à l'âge de 62 ans, bien trop tôt. Sa disparition a déclenché une onde de choc. Bien que Sandra ait quitté la Fondation deux ans plus tôt, elle faisait toujours partie de notre famille institutionnelle étendue, et nous étions persuadés qu'elle ne cesserait jamais de défendre ses convictions sociales et environnementales... et cela éternellement. D'une certaine façon, la décision de la Fondation Mott de soutenir le Programme de bourses Sandra N. Smithey pour l'équité et la redevabilité dans le développement international exprimait le souhait que son travail perdure, et qu'il ne disparaisse surtout pas prématurément. .

Toutefois, la Fondation ne peut s'attribuer le mérite de la création de ce programme de bourses. L'idée est apparue spontanément à la suite de l'annonce de son décès. Sandra était compétente dans bien des domaines, mais son talent pour le réseautage surpassait tous les autres. Son réseau de connaissances universitaires couvrait tous les problèmes, tous les secteurs, tous les continents. Lorsqu'une nouvelle personne intégrait à son réseau, elle ne la laissait plus partir, et veillait à ce qu'elles apprennent mutuellement à se connaître. Émus par sa disparition, et par l'admiration qu'elle suscitait, certaines figures du réseau que Sandra avait contribué à créer et animé pendant de nombreuses années, défenseurs, universitaires, professionnels du développement, ont proposé ce concept de bourses pour honorer et faire perdurer son travail. Nous sommes reconnaissants, à la Fondation Mott, que l'Accountability Research Center de l'American University se soit saisi de cette idée et l'ai concrétisée.

Parmi les huit bénéficiaires de la bourse, certains ne connaissaient pas Sandra, mais leurs expériences entrent toutes en résonance avec ses valeurs, et le travail auquel elle a consacré sa vie. Plus important encore, je suis persuadé que Sandra aurait été enchantée de les rencontrer, d'essayer de mieux les connaître, de découvrir leurs passions et de les présenter à d'autres personnes de son réseau tentaculaire. Comme j'aurais aimé que chacun de ces huit boursiers puisse vivre ne serait-ce qu'une conversation avec Sandra comme celles que nous partagions lors de nos covoiturages. Mais c'est ainsi, et la vie continue.

Introduction

Entre 2023 et 2025, le Programme de bourses Sandra N. Smithey (le Smithey Fellowship) pour l'équité et la redevabilité dans le développement international a apporté son soutien à huit défenseurs de terrain au Bangladesh, au Cambodge, au Cameroun, en Colombie, en Haïti, au Népal, au Pérou et en Tanzanie. Grâce à un programme de six mois à un an élaboré sur mesure pour chacun, les boursiers ont pu s'attaquer à des problèmes urgents, spécifiques à leur contexte et liés au financement du développement, couvrant des thèmes allant des droits fonciers à la redevabilité climatique, en passant par la parité entre les sexes et l'espace civique. Accompagnés par des partenaires locaux et internationaux, ils ont conçu et dirigé leurs propres initiatives de développement professionnel, lesquelles portaient sur le renforcement de la représentation autochtone au sein des banques multilatérales, le renforcement du leadership des femmes au cœur de la finance climatique, la défense de communautés déplacées à cause de projets financés par des aides, et enfin sur le maintien des réseaux de la société civile en plein effondrement des financements.

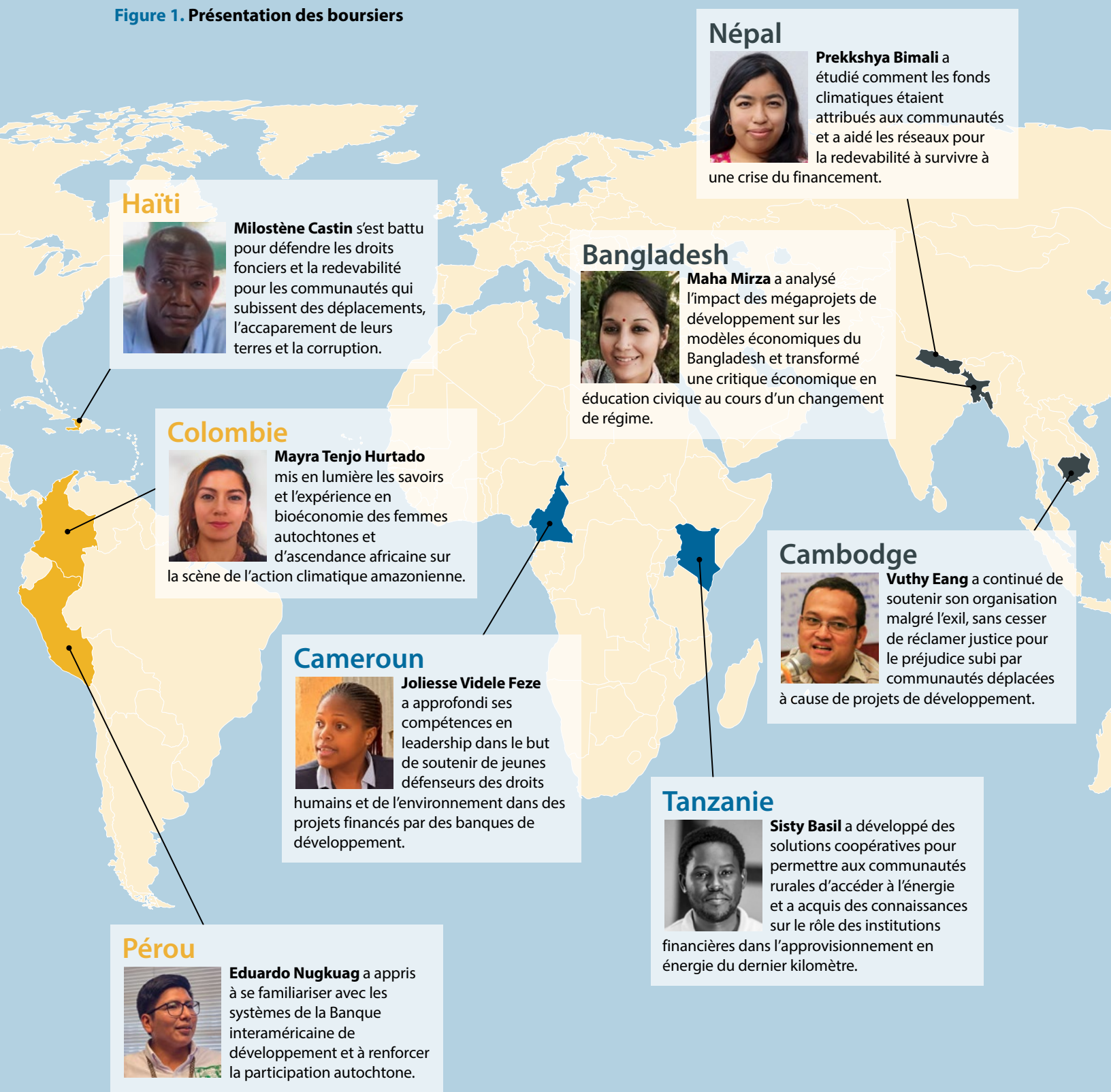
Ce programme de bourse a été établi en hommage aux longues années de service de Sandra N. Smithey comme agent du programme environnement de la Fondation Mott. Son décès en 2022 a incité plusieurs défenseurs, universitaires et professionnels du développement, qui avaient bénéficié du soutien constant et multiforme de Sandra, à proposer un programme de bourses capable d'apporter une aide similaire à un groupe de personnes nommées. Comme Sam Passmore le souligne dans son avant-propos, le plus grand talent de Sandra était sa capacité à faire vivre son réseau, qui couvrait tous les problèmes, tous les secteurs et tous les continents. Un programme de bourses inspiré par l'action de Sandra serait capable de repérer les leaders dynamiques émergents, de se focaliser sur la compréhension de leurs priorités et de faciliter la mise à disposition de ressources et de contacts leur permettant de réussir.

Le programme de bourses a été administré par l'Accountability Research Center (ARC), à la School of International Service de l'American University, sous la direction de Rachel Nadelman. L'ARC a étroitement collaboré avec des organisations partenaires à la conception de chaque programme, inscrivant les activités, les sites et les objectifs dans les contextes spécifiques des boursiers. Par ce choix, le programme de bourse a délibérément renoncé à tirer parti d'éventuels effets de synergie, ou à produire, par des échanges mutuellement enrichissants entre boursiers, des idées, des stratégies ou des enseignements nouveaux. Bien que ce type d'objectifs et de résultats occupe souvent une place importante dans les programmes de bourses, ils peuvent aussi imposer certaines priorités qui ne correspondent pas entièrement à celles des boursiers. Au lieu de cela, le Smithey Fellowship a préféré une structure sur mesure pour cadrer avec son principe directeur : le travail sur la redevabilité est plus efficace lorsqu'il est piloté par celles et ceux qui sont directement affectés par des décisions relevant du développement, et soutenus par des fonds flexibles.

Le programme s'est déroulé pendant une période de profonde instabilité mondiale. Des crises de financement ont décimé des organisations de la société civile (OSC), des répressions autoritaires ont poussé certains défenseurs à l'exil, et les désastres liés au changement climatique se sont intensifiés. Les aléas politiques et le rétrécissement de l'espace civique ont eu des répercussions sur l'expérience de chaque boursier. Si certains d'entre eux ont pu suivre leur feuille de route initiale, d'autres ont réorienté leurs actions en réponse aux crises, montrant ainsi comment l'adaptabilité et la solidarité permettent de maintenir les efforts en matière de redevabilité, même dans un environnement volatil.

La présente *Accountability Note* s'appuie sur des entretiens réflexifs avec les boursiers et leurs organisations partenaires (de juillet à octobre 2025), ainsi que sur leurs rapports et correspondances. Elle met en lumière ce qu'un soutien centré sur le boursier et fondé sur la confiance a rendu possible. Notamment, elle analyse comment une formule de financements directs ciblés, combinée à un accompagnement avec des partenaires de confiance et à un accès à un nouveau réseau et de nouvelles opportunités, a permis à des défenseurs de terrain de réinventer des solutions face aux défis du développement, et de replacer le pouvoir et l'action entre les mains des personnes les plus affectées. Ensemble, leurs expériences illustrent comment un modèle de bourse peut protéger et amplifier le rôle des acteurs locaux en périodes de crise, et générer des enseignements à destination des donateurs et praticiens qui souhaitent que les fonds alloués à la redevabilité soient plus réactifs, inclusifs, durables et efficaces.

Figure 1. Présentation des boursiers



La bureaucratie décryptée pour les fédérations autochtones : Eduardo Nugkaug

Eduardo, un jeune leader autochtone de l'*Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana* (AIDSEP, Association interethnique pour le développement de la forêt péruvienne), a été nommé pour l'octroi de la bourse par le Bank Information Center (BIC) basé aux États-Unis, qui inclut un mentorat permanent assuré par Carolina Juaneda, coordinatrice pour l'Amérique latine. Sa bourse a permis d'appuyer un plaidoyer de plusieurs années mené par la BIC pour restructurer le programme *Amazon Initiative* de la Banque interaméricaine de développement (BID), lancé en 2021 et rebaptisé *Amazonia Forever* en 2023, autour des priorités des peuples de l'Amazonie.

La BID a choisi AIDSEP pour mettre en œuvre une bourse d'un montant de 1 million USD sur trois ans, avec l'objectif de soutenir et renforcer son Programme national de bioéconomie autochtone, une initiative visant à promouvoir les entreprises autochtones dans le secteur de la bioéconomie en Amazonie. Ce programme est le résultat d'un plaidoyer continu, soutenu par la société civile, en particulier par le BIC et ses alliés, pour s'assurer que *Amazonia Forever* verse les ressources directement aux organisations autochtones et de personnes d'ascendance africaine. Il est important de noter que le fait de laisser la possibilité à ces organisations de gérer ce projet elles-mêmes marquait un tournant décisif par rapport aux pratiques précédentes, qui imposaient que les ressources financières soient administrées par des partenaires opérationnels extérieurs.

Toutefois, un décalage persistait entre les pratiques administratives de la BID et leur désir de travailler directement avec les organisations autochtones. « La BID », explique Carolina, « n'avait pas réfléchi à un moyen de simplifier ses procédures pour les organisations autochtones, lesquelles ne sont ni des entreprises privées, ni des États, ni des gouvernements ». Les démarches administratives auprès de la BID ont mis un temps interminable avant de finaliser l'accord avec l'AIDSEP.



Eduardo partageant ses connaissances et son expérience acquises lors de la première initiative approuvée par la BID et directement mise en œuvre par une organisation autochtone. Réunion tenue aux bureaux de la BID à Washington.

Crédits photographiques : Mariana Pereira A. Cohen

« Au début, » se souvient Eduardo, « je ne comprenais pas leur système. J'étais un néophyte dans toutes les réunions. C'est la première fois que je gérais un tel projet. Chaque avancée exigeait de remplir de nombreuses conditions, et les réponses pouvaient prendre des jours... Si aucune des deux parties ne s'accorde sur un calendrier, le projet s'étire indéfiniment. »

Eduardo et la BIC ont alors élaboré le programme de la bourse dans le but d'éliminer ce décalage : il a été envoyé à Washington pour travailler aux côtés de l'équipe de la BID et se familiariser avec ses procédures et ses pratiques, afin de mieux représenter l'AIDSESEP et les autres communautés autochtones. « L'AIDSESEP a finalement réussi à trouver ses marques », poursuit Carolina, « parce qu'ils avaient quelqu'un comme Eduardo, mais les organisations autochtones n'ont pas toutes un Eduardo. »

Une fois la phase en présentiel de la bourse lancée, Tatiana Schor, alors cheffe de l'unité de coordination de la BID pour l'Amazonie, a tiré parti de sa position en interne pour créer des espaces informels où Eduardo a pu rencontrer le personnel, poser des questions et instaurer un climat de confiance. Pour elle, ces efforts entraînent dans le cadre de changements à plus grande échelle permettant de renforcer l'engagement de la banque auprès des communautés autochtones. Le rôle joué par Tatiana illustre l'importance d'alliés institutionnels, présents au sein même des banques de développement et désireux d'utiliser leur position pour faciliter le franchissement des obstacles bureaucratiques. Ce type d'alliés peut faire toute la différence entre une inclusion de façade et un réel renforcement des capacités. Le temps passé par Eduardo à Washington n'a pas uniquement servi au renforcement de ses capacités ; il a transformé la vision que le personnel de la BID avait du travail des organisations autochtones et de l'expertise qu'elles apportent aux partenariats sur le développement.

Méditant sur son expérience, Eduardo commente : « J'étais plus sûr de moi pour représenter et défendre mes idées et mes convictions après avoir travaillé aux côtés de l'équipe de la BID à Washington ».

Réciproquement, les apprentissages, les expériences et les connaissances d'Eduardo sont venus étayer les demandes de la BIC en faveur d'un changement institutionnel de plus grande ampleur, notamment au niveau des interactions futures de la BID avec les peuples autochtones. « Eduardo a rendu ce projet viable », ajoute Carolina, « mais, à moins que l'institution s'adapte, il ne pourra être reproduit à plus grande échelle. »

Avec l'aide de Tatiana et Carolina, Eduardo a transformé son apprentissage personnel en une ressource collective. Après des mois d'observation, maîtrisant enfin la langue bureaucratique de la banque, il s'est senti suffisamment confiant pour l'enseigner à d'autres et a élaboré des manuels et des formations dans les langues indigènes, aujourd'hui utilisés par les organisations autochtones.

L'expérience d'Eduardo montre comment un placement en institution bien encadré, s'appuyant sur un allié en interne et un partenaire de la société civile, peut traduire des règles complexes en capacités pratiques pour les fédérations autochtones, tout en pointant là où les procédures doivent changer afin d'éliminer les barrières structurelles.

Placer le savoir des femmes autochtones au cœur du financement de l'action climatique : Mayra Tenjo Hurtado

Mayra défend les femmes autochtones et d'ascendance africaine en Amazonie. Son travail vise à combler de sérieuses lacunes dans l'action climatique : les peuples autochtones, ces intendants indispensables d'écosystèmes vitaux, des savoirs et des stratégies, ne sont toujours pas reconnus par les institutions du financement du développement qui conçoivent les interventions sur le climat. Le leadership des femmes autochtones, en particulier, est souvent invisibilisé.

La bourse est venue soutenir les efforts continus de Mayra pour faire entendre la voix et élever la présence des femmes autochtones et d'ascendance africaine au sein des institutions du financement du développement, dans le cadre du



Réunion des représentantes des femmes autochtones d'Amazonie en Bolivie pour avancer sur une évaluation collective des efforts des femmes autochtones en matière de bioéconomie, et recentrer l'ordre du jour sur l'action climatique, en préparation de la COP 30 à Belém do Pará, au Brésil.

Crédits photographiques : Anonymous

changement climatique. L'objectif initial de Mayra était d'ancrer son projet dans des entretiens avec des réseaux de femmes autochtones de la région amazonienne de six pays (Bolivie, Brésil, Colombie, Guyana, Suriname et Venezuela), mais elle a rapidement décelé un écart entre ses propres hypothèses et les points de vue, les priorités et la définition même de « l'action climatique » chez les femmes autochtones.

Maya a immédiatement adapté ses plans. « Si nous voulons renforcer le leadership, nous devons comprendre comment les femmes cernent elles-mêmes le problème », explique-t-elle. Ce revirement l'a poussé à totalement repenser ses travaux dans une étude par étapes faisant reposer le plaidoyer international pour la réforme du financement de l'action climatique sur le vécu des femmes : les pertes environnementales, le poids des responsabilités familiales et la gestion des ressources. En documentant comment les différents groupes de femmes décrivent les risques et les responsabilités liés au changement climatique, ses travaux de recherche ont remis en question la notion d'une « communauté » unique et uniforme, et révélé comment des identités qui s'entrecroisent forgent autant les vulnérabilités que le leadership dans des contextes locaux.

Le projet initial de Mayra était de présenter ses principales conclusions à des décideurs, notamment de la BID, de la Banque mondiale et de l'ONU-Femmes à Washington et New York. Cependant, le changement de contexte politique l'a poussé à modifier ses plans.

La flexibilité de la bourse lui a permis de s'adapter avec créativité. Au lieu d'abandonner ses engagements sur les institutions de financement du développement, Mayra a étendu ses recherches à d'autres communautés et réseaux autochtones, et a cherché à présenter ses résultats à un public de décideurs politiques différent : celui de la COP 30, la conférence des Nations unies sur les changements climatiques tenue à Belém au Brésil. Grâce à la démarche participative de Mayra et aux réseaux de partenariat solides dans lesquels elle a investi sa bourse, ses travaux sont devenus un point de référence décisif de la COP 30 dans le plaidoyer pour les femmes autochtones. Ses efforts axés sur la participation et la compréhension des femmes locales ont posé les bases pour que ses recherches produisent un impact stratégique plus fort sur le long terme. Ce qui avait démarré par une recherche technique s'est transformé en une ressource politique, reliant les débats sur le climat mondial aux expériences vécues par les femmes d'Amazonie. En faisant évoluer un plaidoyer initialement prévu aux États-Unis vers une recherche étendue de la communauté et un engagement national des institutions de financement du développement, Mayra a renforcé la participation communautaire et son impact stratégique. Son expérience confirme que, lorsque la sécurité et la flexibilité sont intégrées dès la conception du programme de bourse, l'adaptation créative peut aboutir à des résultats plus solides que préalablement espérés.

Militer pour les droits fonciers : Milostène Castin

Castin¹ est devenu boursier après avoir créé une organisation pour défendre plus de 400 familles déplacées dans le cadre du parc industriel Caracol, installé au nord d'Haïti et financé par l'USAID et la BID. Avec son organisation, Action pour la Reforestation et la Défense de l'Environnement (AREDE), il est parvenu à un accord avec la BID pour le versement d'une indemnisation aux familles déplacées.²



L'action de Castin avec les membres des communautés déplacées par le projet du parc industriel de Caracol a été à la base de son travail de boursier. Sur la photo, Castin prépare le recours en indemnité auprès de la BID avec les membres de la communauté et ses collègues de l'Accountability Counsel.

Crédits photographiques : Accountability Counsel

Le contexte politique et social en Haïti pendant la durée de la bourse de Castin a été marqué par l'effondrement de l'État et des fonctions publiques de base, la montée de la violence et la prise de contrôle par les gangs, et la désintégration de l'économie. Les droits des paysans ont fait l'objet d'attaques croissantes, et la confiscation de leurs terres par des entrepreneurs profitant de leurs accointances politiques, ainsi que de leurs intermédiaires au nord du pays, s'est accélérée. Au milieu de ce tumulte politique, Castin n'a pas dévié des objectifs qu'il s'était fixés au début du programme de sa bourse : défendre les droits fonciers, renforcer les mécanismes de redevabilité et développer des stratégies pour empêcher d'autres paysans d'être expropriés.

¹ À l'inverse des autres boursiers, Castin utilise son nom de famille, et non pas son prénom.

² Pour plus d'informations, voir Freeman, Scott, Lani Inverarity, et Megan Pearson. 2024. "After the Agreement: Implementing Remedy for Displacement in Northern Haiti." Accountability Research Center. *Accountability Note* 14.

Le professeur Scott Freeman de la School of International Service de l'American University et de l'Accountability Counsel basé aux États-Unis, a nommé Castin pour l'attribution de la bourse. Il s'est inspiré du travail mené par Castin pendant de nombreuses années. S'appuyant sur son expérience auprès des familles déplacées à cause du parc industriel de Caracol, Castin a pris contact avec le professeur Freeman et ses collègues de la Clinique juridique de justice internationale de la NYU Law School avec l'idée d'établir un observatoire du territoire pour surveiller les changements d'affectation des terres. L'équipe interinstitutionnelle ainsi constituée s'est concentrée sur l'observation de ces changements, tout en cherchant comment les données générées pouvaient servir à la fois à empêcher la confiscation des terres et à corriger à cette situation. Au fil du temps, elle a conçu l'idée d'associer un suivi piloté par la communauté à de nouveaux outils de recherche pour aboutir à plus de redevabilité. La bourse attribuée à Castin a permis d'étayer ce partenariat et de faire progresser l'initiative.

Grâce à elle, Castin s'est rendu à Washington en octobre 2024. Il s'agissait là pour l'équipe de l'Observatoire d'une occasion unique de collaborer en personne. Les longues séances de travail menées aux côtés du professeur Mike Alonzo de l'American University ont abouti à l'élaboration de plans permettant d'intégrer la télédétection et la cartographie collaborative. Les savoirs locaux, générés au travers de l'organisation collective des paysans déplacés, étaient reliés aux images par satellite, permettant aux observations de la communauté d'être traduites en preuves exploitables et portées à l'attention des bailleurs de fonds internationaux. Ce travail de fond a par la suite débouché sur une bourse de la Fondation nationale pour la science (NSF) attribuée à l'Observatoire pour sa phase de recherche, offrant à Castin un soutien structuré sur le long terme.

Le voyage de Castin à Washington était aussi l'occasion de participer à des réunions de sensibilisation, accompagné de ses collègues de l'Accountability Counsel, auprès de la BID et USAID, avec l'objectif, entre autres, d'obtenir des indemnisations pour les dernières familles de Caracol déplacées. Il a été un intervenant important lors d'un événement majeur organisé par l'American University, *Our Land Was a Goldmine: How Displaced Haitian Peasants Used an International Accountability Mechanism to Fight for Remedy*, (Notre pays était une mine d'or : comment des familles paysannes d'Haïti se sont saisies des mécanismes de redevabilité internationaux pour se battre et être dédommagées), et partagé la tribune avec Koldo Echebarria, un ancien directeur pays de la BID en charge d'Haïti, le professeur David Hunter, ainsi que d'autres universitaires et hauts fonctionnaires.

L'aspect le plus significatif de la bourse de Castin est sa flexibilité, qui lui a permis de dépasser son projet d'observatoire du territoire pour affronter les crises à mesure qu'elles se déclenchaient en Haïti. « Ce qui s'est finalement passé », témoigne Scott, « c'est que d'autres incendies, tant au propre comme au figuré, se sont déclarés. Et donc les plans ont changé, et sont passés d'une idée bien structurée (pour un observatoire du territoire) à la transformation de Castin en défenseur et organisateur, ce qu'il est désormais. » Lorsque, pendant la durée de la bourse, le gouvernement a proposé un référendum visant à centraliser les prises de décision à Port-au-Prince au sujet d'une nouvelle constitution et à supprimer les procédures de consultation locale (retirant de fait la capacité de participation des communautés rurales), Castin a mobilisé plus d'un millier de personnes à travers les départements du nord pour prendre part aux débats publics et aux campagnes de sensibilisation. « Les gens me disaient que c'était impossible », dit-il. « Mais, lorsqu'on écoute et qu'on insiste, ils finissent par venir. »

Et pourtant, il se peut que le résultat le plus remarquable de Castin pendant cette période est d'avoir réussi à créer un pont entre les cadres anticorruption et le droit foncier des zones rurales. Après des mois passés à tisser des relations, il a convaincu l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) d'ouvrir une enquête sur le vol de terres à grande échelle dans le nord ; du jamais vu ! Auparavant, les familles rurales qui avaient été dépossédées de leurs terres n'avaient aucune possibilité de recours, mais comme Castin explique, « nous avons créé une porte là où il n'y en avait aucune ». Pour la première fois, un parcours officiel auprès des institutions publiques semble s'ouvrir aux citoyens des zones rurales pour leur permettre de dénoncer la corruption et l'accaparement des terres, d'envisager de faire valoir leurs droits à la terre et de demander réparation.

L'expérience de Castin démontre comment la présence et la persévérance dans des États fragilisés peuvent ouvrir des chemins durables vers la protection des communautés et leur dédommagement, au travers à la fois d'une implication auprès des pouvoirs publics, et du développement de projets de recherche axés sur les faits de dépossession.

Le leadership forgé par l'immersion dans la redevabilité : Joliesse Videle Feze

Joliesse est une jeune camerounaise à l'engagement civique fort. Elle a fondé et dirige l'association Youth for Promotion of Development (YPD, la jeunesse pour la promotion du développement) qui soutient les jeunes activistes défenseurs des droits humains et de l'environnement dans les projets de développement financés par les banques multilatérales, bilatérales et privées. Dans le contexte civique étroitement contrôlé du Cameroun, les actions de plaidoyer sont risquées et requièrent d'avancer avec précaution. Nommée par la Coalition pour les droits humains dans le développement, Joliesse a coconçu sa bourse avec l'équipe de l'ARC afin de répondre à ses besoins spécifiques en temps réel.

Suivant la suggestion faite par Theodoros Chronopolous, responsable de programmes à la Fondation Mott, Joliesse est entrée en contact, au travers de la bourse, avec Lumière Synergie pour le Développement (LSD), une organisation sénégalaise travaillant sur la redevabilité dans le financement du développement. À l'aide des fonds supplémentaires apportés par la bourse, LSD a élaboré un programme d'apprentissage intense de trois semaines et sur mesure pour Joliesse. Ce programme peut aujourd'hui servir d'autres jeunes leaders, ce qui signifie que la bourse n'a pas uniquement renforcé les capacités de Joliesse, mais a également contribué au développement organisationnel de LSD et à déployer son potentiel d'impact.

LSD a intentionnellement intégré Joliesse en tant que membre à part entière, plutôt que simple observatrice. Elle a rencontré chaque employé individuellement, s'est rendue auprès des communautés affectées, et a intégré la délégation de la LSD aux Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) à Abidjan, profitant ainsi d'une expérience complète allant de l'implication communautaire jusqu'au plaidoyer de haut niveau. « Dès la fin de la première semaine, Joliesse était considérée comme un membre de l'équipe », commente Aly Marie Sagné, directeur exécutif de LSD, à l'origine du programme suivi par Joliesse.



Réunion de sensibilisation des femmes de Marlothie, dans le delta du Saloum, sur les défis posés par le projet de plateforme pétrolière de Sangomar, au Sénégal.

Crédits photographiques : LSD

Fatoumata Mbodji, en charge de l'immersion de Joliesse au sein de LSD, avait noté son étonnement devant l'équipe de LSD, majoritairement composée de femmes. « Elle a posé beaucoup de questions pour comprendre comment une équipe dirigée par des femmes obtenait ces résultats. » Joliesse se souvient : « Au Sénégal, j'ai vu des femmes qui prenaient des décisions, et cela m'a incité à impliquer plus de femmes dans mon équipe [au Cameroun] et à leur confier de vraies responsabilités... Chez nous, l'équipe était surtout composée d'hommes. Je suis en train de la restructurer pour permettre à plus de jeunes femmes de gérer des projets du début à la fin. » Au cours de son séjour chez LSD, Joliesse a pu observer comment l'équipe suivait les multiples projets de la BAD et s'impliquait à la fois dans les services opérationnels et dans le mécanisme indépendant de redevabilité. Joliesse partage certains points qu'elle a vus appliqués dans la pratique : « Vous devez avoir un point de contact au sein de la Banque pour obtenir des réponses. En l'absence d'un point de contact, saisir le mécanisme indépendant de redevabilité permet d'ouvrir des portes. » D'après Aly, « elle a énormément appris, et aussi énormément apporté. Ce séjour d'un mois a créé l'occasion d'ouvrir de nombreuses portes », ce qui a permis de mettre en lumière et de répertorier les pratiques de l'équipe centrées sur la communauté depuis une décennie.

La participation de Joliesse aux Assemblées annuelles de la BAD aux côtés de LSD à Abidjan lui a conféré un poste d'observation stratégique unique, lui permettant d'étudier l'institution et son pouvoir à l'œuvre. « Les Assemblées [annuelles] peuvent donner l'impression d'un grand spectacle plutôt qu'un endroit où l'on entend des revendications, mais si l'on s'y prépare plusieurs mois à l'avance, c'est l'un des rares lieux où l'on peut rencontrer des décisionnaires », explique Joliesse.

De retour au Cameroun, Joliesse remarque que, si le Sénégal et le Cameroun partagent certaines réalités politiques similaires (où la population est dépourvue de droits de se plaindre ou de contester des politiques injustes), la société civile sénégalaise est plus active dans le suivi du financement du développement. Cette prise de conscience lui a inspiré des idées à entreprendre dans son pays. Elle a tiré profit de cet enseignement pour préparer des guides internes pour la YPD, faire l'ébauche d'une stratégie taillée sur mesure pour le contexte camerounais, et mettre la priorité sur le suivi de la BAD, de la Banque mondiale, des banques chinoises et des multinationales. « Nous développons actuellement un projet d'accompagnement des communautés affectées par une usine de gaz adjacente, et nous plaçons pour des alternatives énergétiques plus propres », commente Joliesse. « Je veux que ces connaissances soient diffusées. C'est la raison pour laquelle nous organisons des formations et que nous nous efforçons de redynamiser une plateforme régionale pour suivre les projets des institutions financières internationales. »

Au travers de la bourse, la YPD est devenue membre du réseau régional étendu de la LSD et du groupe de travail de la BAD, une communauté de pratique transfrontalière. Cette intégration démontre comment une affectation temporaire au sein d'une organisation, structurée en participation active plutôt que sous la forme d'une mission d'observation, peut apporter aux leaders émergents des ressources et des contacts durables.

Des modèles de propriété communautaire pour l'accès à l'énergie dans les zones rurales : Sisty Basil

La Fondation E-LICO, créée et dirigée par Sisty, fournit un accès à l'énergie solaire aux communautés rurales de Tanzanie qui ne sont pas reliées au réseau électrique. Son travail consiste à résoudre la question épineuse de l'approvisionnement en énergie « du dernier kilomètre » dans les zones où les infrastructures traditionnelles n'arriveront peut-être jamais, affectant des millions d'habitants en Afrique subsaharienne. Sisty prépare également un doctorat en ingénierie.

Kelly Askew, professeure à l'Université du Michigan, a nommé Sisty pour l'attribution de la bourse, et a travaillé à ses côtés en qualité de conseillère, mais aussi de collaboratrice. L'expérience vécue par Sisty dans le cadre de la bourse Smithey est tout à fait singulière. Son programme présentait deux composantes interdépendantes. Tout d'abord, il

ELECTRIC MOBILITY NATIONAL FRAMEWORK DEVELOPMENT AND POLICY CAPACITATION WORKSHOP.

Driving Change: Establishing a Conducive Policy and
Regulatory Framework for Accelerating E-mobility in Tanzania.

17th - 19th November Dar es Salaam



Sisty a un atelier du Premier cadre national de mobilité électrique à Dar es Salaam, organisé par son organisation, la Fondation E-LICO, pour proposer des solutions durables en matière de transport et d'énergie propre en Tanzanie.

Crédits photographiques : Fondation E-LICO

a bénéficié, dans le cadre de ses études, du programme des boursiers africains de l'Université du Michigan (UMAPS), qui prépare la relève de la prochaine génération d'universitaires africains. Deuxièmement, il a reçu une aide dans son travail exploratoire des systèmes d'approvisionnement coopératif en énergie des communautés aux États-Unis, conçue pour compléter son cursus UMAPS. Il a visité des systèmes communautaires d'approvisionnement en énergie solaire au Minnesota et en Géorgie, ainsi qu'une vaste ferme solaire dans l'Indiana, et a étudié des systèmes agricoles innovants à l'Université de l'État du Michigan, intégrant des énergies renouvelables. La professeure Askew l'a traité comme un pair et un collègue, s'inspirant de son expertise en Tanzanie pour sa propre bourse, tout en l'accompagnant pour ses écrits universitaires. « Il n'y a pas que moi qui ai appris », commente Sisty. « Elle a aussi puisé des ressources à travers moi. » Cette relation mutuellement bénéfique a abouti à la corédaction de plusieurs présentations et publications.³

Au-delà de ses apprentissages académiques et pratiques, Sisty a assisté aux réunions de printemps 2024 de la Banque mondiale à Washington, où il a découvert le rôle des institutions de financement du développement dans l'approvisionnement du dernier kilomètre en énergie, rencontré en face à face des membres de la Banque mondiale et d'organisations de mobilisation de la société civile, et commencé à tisser un réseau de bailleurs de fonds potentiels. Ces liens se sont révélés vitaux pour la durabilité d'E-LICO. Il a même été à l'affiche d'événements organisés à l'Université du Michigan et au siège de la Fondation C. S. Mott, mettant en lumière le thème de ses travaux sur l'accès à l'énergie géré par les communautés.

Sisty se considère aujourd'hui « riche de connaissances », qu'il partage désormais avec d'autres porteurs de projets de première ligne qui s'efforcent de faciliter l'accès à l'énergie dans les pays en développement. Le concept de la propriété communautaire et la prise de décision par le biais de coopératives énergétiques l'ont « profondément marqué », le convainquant que les systèmes photovoltaïques communautaires sont la meilleure réponse pour les zones rurales et les petites entreprises. « Lorsque l'infrastructure énergétique est un enjeu pour les communautés », souligne-t-il, « celles-ci tirent non seulement avantage de leur propre engagement, mais elles exercent aussi une influence considérable sur la prestation du service ».

Deux ans plus tard, la relation professionnelle entre Sisty et Kelly reste solide, démontrant à quel point des liens de mentorat peuvent s'épanouir lorsqu'ils prennent la forme d'un apprentissage réciproque, plutôt que d'un simple transfert de connaissances à sens unique.

³ Par exemple, à un séminaire au Michigan Institute for Energy Solutions (Institut du Michigan pour les solutions énergétiques) sur la page [The Social Impacts of Energy-Waste](#).

La redevabilité dans le financement de l'action climatique : Prekkshya Bimali

Prekkshya, responsable de la gestion des programmes chez Accountability Lab Nepal, a commencé son programme de bourse en décembre 2024, peu de temps avant que son organisation ne soit confrontée à une crise existentielle : une coupure budgétaire de 85 % résultant de l'annulation de l'aide internationale. Cette bourse initialement conçue pour compléter et renforcer l'organisation s'est rapidement transformée en un apport vital pour la survie d'Accountability Lab Nepal. Cette période a coïncidé avec la crise politique causée par ce qui a été baptisé le mouvement de la Gen Z au Népal au milieu de l'année 2025, lorsque des manifestations soutenues et menées par la jeunesse contre la corruption et le chômage ont poussé le gouvernement à la démission, ouvert la voie à un gouvernement provisoire et à la planification d'élections en mars 2026.

Prekkshya a été nommée pour la bourse par Accountability Lab Global, une entité distincte installée aux États-Unis, également membre du réseau mondial d'Accountability Lab. L'équipe d'Accountability Lab Global a apporté son soutien à Prekkshya tout au long de son programme.



Consultation de la communauté sur les mécanismes de traitement des plaintes avec les membres de la municipalité rurale de Laaljhadhi.

Crédits photographiques : Kramik Kafley

Le projet initial de Prekkshya s'intéressait aux instances multilatérales, telles que le Groupe de la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, pour comprendre comment elles allouaient les fonds pour le climat au Népal. Il posait une question cruciale : alors que certaines politiques imposent que 80 % des financements de l'action climatique soient versés aux communautés locales subissant les plus forts effets du changement climatique, cette condition est-elle respectée dans la pratique ? En collaboration avec le pôle mondial de l'Accountability Lab, Prekkshya a utilisé la plateforme Civic Action Teams (CivActs) qui permet aux citoyens de s'exprimer, de dialoguer et de faire entendre la voix des communautés⁴ pour recueillir des données auprès des membres de la communauté dans les zones où des projets de la Banque mondiale étaient mis en œuvre.

Les entretiens menés auprès des activistes, des représentants des autorités et des employés de la Banque mondiale ont révélé des contradictions criantes : si les représentants des autorités et les bailleurs de fonds présentaient les mécanismes de financement climatique comme participatifs, ils en bloquaient l'accès aux organisations locales, tandis que les ressources se faisaient de plus en plus rares. Les réductions de l'aide internationale prenant effet début 2025, les organisations de la société civile au Népal se sont retrouvées devant des choix difficiles. Certaines ont réduit la portée de leurs programmes, pendant que d'autres ont ajusté leurs discours avec pragmatisme pour correspondre aux priorités changeantes des bailleurs de fonds. À la moitié de l'année, le mouvement de la Gen Z s'est renforcé et l'instabilité politique s'est intensifiée ; nombre d'autres groupes ont adouci leur communication publique, substituant des termes neutres, tels que « ressources naturelles » à « justice climatique » pour éviter tout risque politique. « La crise des financements », explique Prekkshya, « a engendré un environnement où parler de changement climatique était encore plus compliqué. »

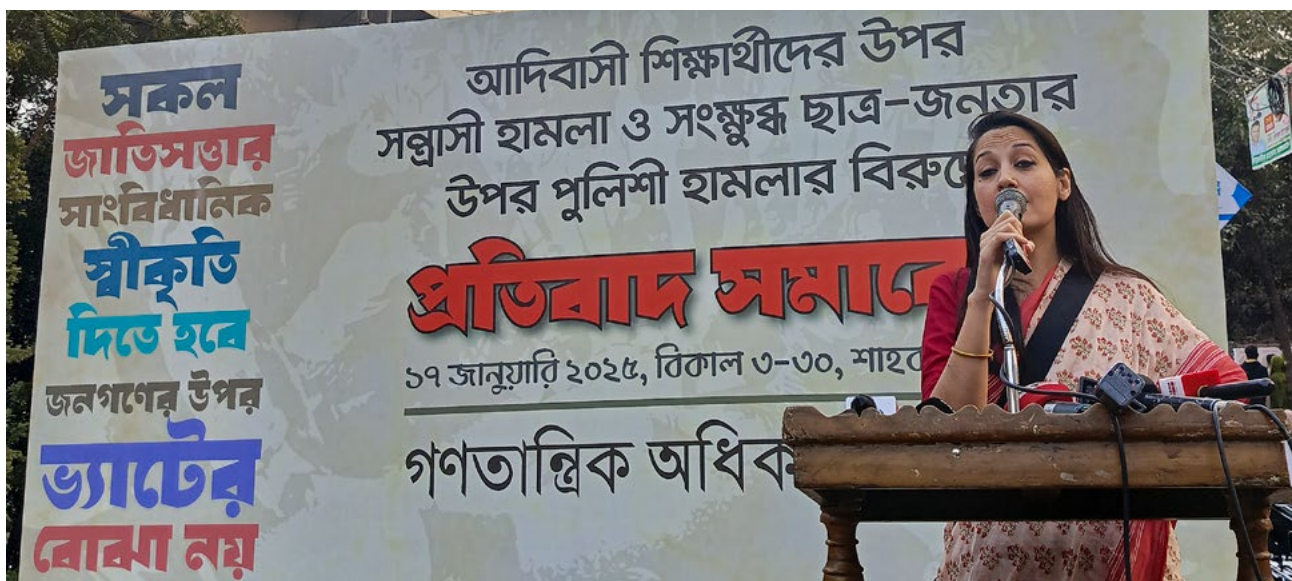
Une fois encore, la flexibilité de la bourse s'est révélée cruciale. Tandis que les recherches initialement prévues se poursuivaient, Prekkshya et Accountability Lab Nepal ont commencé à fournir un « soutien à l'écosystème », offrant des espaces de bureau gratuits à des pairs, facilitant des levées de fonds collaboratives, et organisant des rapprochements entre organisations rencontrant les mêmes difficultés de financement. Leur attention s'est particulièrement portée sur les organisations qui perdaient les faveurs des pouvoirs publics : les groupes œuvrant pour le climat, les organisations axées sur la redevabilité et les médias indépendants. Ces organisations étaient précisément ce dont le Népal avait le plus besoin en cette période de transition, et de fait, les plus vulnérables à toutes les pressions combinées.

Blair Glencorse, directeur exécutif d'Accountability Lab, décrit la situation : « Le résultat le plus marquant, au-delà des intentions premières de la bourse, fut l'investissement et la mobilisation auprès de la communauté de la société civile, pour maintenir les organisations individuelles et les réseaux actifs pour l'avenir ; le genre d'organisations que le Népal ne pouvait se permettre de perdre dans cette crise du financement. » Ainsi, cette bourse a autant profité à la recherche individuelle qu'à la survie collective, fournissant des produits de recherche sous forme d'infographies et de rapports multimédias, des outils pédagogiques et des plaidoyers utiles aux communautés, aux organisations de la société civile, aux agences de développement et aux ministères népalais.

Le militantisme académique sous surveillance : Maha Mirza

Maha est une militante académique au Bangladesh, là où les écrits critiques sur l'économie ou la politique posent un risque, qui a induit de travailler sous la surveillance constante de l'État pendant de nombreuses années. Sa bourse devait l'aider à produire des travaux de recherche accessibles, en anglais et en bengali, comprenant des analyses et des critiques du principal modèle de développement du Bangladesh et du rôle des mégaprojets, et la création d'outils pédagogiques pour les étudiants militants. L'ONG Forum de la Banque asiatique de développement l'a nommée pour l'octroi de la bourse.

⁴ Voir <https://civacts.org/> pour en savoir sur l'approche CivActs.



Maha s'adresse à des manifestants qui se sont réunis pour s'opposer à l'augmentation de la TVA exigée par le FMI et condamner l'attaque par un groupuscule d'extrême droite d'étudiants autochtones qui réclamaient plus de visibilité dans les manuels scolaires.

Crédits photographiques : Islam Shabuj

Maha a composé sa bourse pour qu'elle s'intègre parfaitement à son approche éducative et militante, qui implique des étudiants de l'université publique et soutient des campagnes de plaidoyer contre la corruption. Elle a traduit des analyses économiques techniques en informations accessibles, en anglais et en bengali, pour « briser le monopole » des économistes qui « utilisent des termes savants pour que les gens ne comprennent pas ».

La bourse l'a totalement affranchie de toute date butoir et de livrables imposés. Elle a décrit cet aspect comme « la dignité d'être une autrice, la liberté de créer débarrassée des dates limites qui tuent votre esprit créatif ». Cette autonomie lui a laissé le champ libre pour découvrir dans quelle mesure les pratiques de financement héritées du chemin de fer colonial continuent de façonner les mégaprojets d'aujourd'hui ; des conclusions qui exigeaient patience et indépendance pour émerger.

En juin 2024, des manifestations menées par les étudiants ont éclaté à travers le Bangladesh et ont finalement provoqué le renversement du gouvernement, l'un des bouleversements politiques les plus marquants de l'histoire du pays. Maha a activement soutenu le mouvement, mettant en pause les activités prévues par la bourse pour participer à ce moment de transformation.

C'est dans un paysage politique totalement nouveau que Maha a ensuite repris ses activités de boursière. En janvier et février 2025, elle a organisé des séminaires avec des organisations étudiantes militantes pour débattre de ses écrits et solliciter leurs retours. Ses séminaires avec le Democratic Rights Committee (comité des droits démocratiques), formé en août 2024 pour lutter et défendre les droits démocratiques et les libertés à travers le pays, ont ouvert des espaces où les citoyens pouvaient échanger et réfléchir ensemble, offrant aux gens ordinaires des outils pour contester les mesures politiques qui affectent directement leurs vies.

L'expérience de Maha illustre comment une source de financement flexible a permis à une universitaire indépendante de transformer un savoir spécialisé en une ressource publique qui fait progresser la compréhension collective. Son prochain ouvrage et la série de séminaires en cours sont des investissements durables dans l'éducation civique et le renforcement du mouvement. Si son travail demeure restreint à un niveau très local, sans réseau international étendu, son impact sur la société civile du Bangladesh et les mouvements étudiants est colossal, surtout si l'on tient compte de la période chaotique au cours de laquelle les activités de Maha se sont déroulées. La bourse lui a permis de prendre part à une transformation historique, tout en maintenant ses objectifs principaux de démocratiser le savoir économique.

Diriger en exil : Vuthy Eang

Vuthy est directeur exécutif d'Equitable Cambodia (EQ), une organisation de défense des droits humains qui se bat pour les droits des communautés et cherche à mettre les institutions financières internationales devant leurs responsabilités. Avec son organisation, il vit sous la menace des autorités cambodgiennes depuis des années en raison de son travail sur des dossiers de droit fonciers, en particulier ceux qui impliquent de puissantes entreprises sucrières. Les organisations International Accountability Project (IAP) et Inclusive Development International (IDI) ont nommé Vuthy pour l'attribution de la bourse, dans le cadre de laquelle l'IDI est son principal partenaire de mise en œuvre.



Vuthy, devant le siège de Equitable Cambodia à Phnom Penh, au Cambodge, avant son exil forcé.

Crédits photographiques : Equitable Cambodia

La participation de Vuthy au programme Smithey Fellowship est unique parmi les autres bénéficiaires.

En avril 2024, il s'est rendu aux réunions de printemps de la Banque mondiale à Washington. Il avait été invité en qualité d'intervenant au Forum de la société civile, *When Exits and Accountability Collide* (Désengagement et responsabilité : un équilibre impossible ?), pour partager sa longue expérience de recherche de redevabilité auprès de la Société financière internationale du Groupe de la Banque mondiale. Au moment où il s'apprêtait à repartir de Washington, la répression du gouvernement cambodgien à l'encontre de la société civile s'est brutalement durcie, et des poursuites pénales contre Vuthy ont été engagées, rendant son retour au Cambodge périlleux. En réaction, un réseau mondial de solidarité comprenant des partenaires internationaux de longue date de Vuthy et d'EQ s'est mobilisé pour lui venir en aide et le protéger. Les membres du réseau de l'IAP et de l'IDI ont eu connaissance du programme de bourses Smithey and ont nommé Vuthy. « Nous avons immédiatement agi, et nous nous sommes engagés à faire tout notre possible pour le soutenir », explique David Pred, directeur exécutif et cofondateur de l'IDI. La bourse est alors devenue la part significative d'une mobilisation plus large, visant à aider Vuthy et sa famille à trouver refuge et s'installer en toute sécurité hors du Cambodge, inscrire ses enfants dans une nouvelle école et entamer une procédure de demande d'asile. Ses partenaires ont renforcé leur plaidoyer à l'échelle internationale, obtenant une résolution du Parlement européen sur son cas, ainsi que sur les préoccupations plus larges de la société civile au Cambodge. Cette résolution a offert un appui décisif pour la suite de la mobilisation.

Au milieu de ce tourbillon et en dépit du danger encouru, Vuthy a poursuivi son travail. Comme David le souligne, la réussite la plus remarquable de Vuthy au cours de son programme de bourse n'a pas été d'obtenir un résultat, mais plutôt « de maintenir l'activité de son organisation. Faire vivre *Equitable Cambodia*, les aider à trouver des financements... Le simple fait que l'organisation soit encore debout est un accomplissement énorme, et tout le mérite lui revient. » Pendant la durée de la bourse, Vuthy et ses collègues de l'IDI ont intenté une action collective à l'encontre de Mitr Phol, une entreprise sucrière thaïe, mettant fin à un litige de 15 ans et aboutissant au versement d'une indemnité de plusieurs millions de dollars à 700 familles cambodgiennes qui avaient été dépossédées de leurs terres.

Le lien qui unit David et Vuthy existait bien avant le programme de bourse, remontant à l'époque où ils travaillaient ensemble à *Bridges Across Borders Cambodia*, devenue *Equitable Cambodia* en 2012 sous la direction de Vuthy. Cette longue relation a été le socle de la confiance et du partenariat porté par le programme Smithey Fellowship. La bourse a fourni un soutien ciblé, flexible, qui a permis à Vuthy de continuer à diriger son organisation et aidé une famille en danger à trouver un refuge. Selon les mots de Vuthy : « La flexibilité est clé. J'ai pu continuer le travail grâce à elle. »

Conclusions : Les enseignements du programme de bourses Smithey Fellowship

Les huit boursiers du programme Sandra N. Smithey Fellowship ont fait la preuve qu'un changement significatif devient possible avec du temps, de la confiance et de la liberté d'action. Chaque boursier a fait face à ses défis propres : Maha a agi bien que sous surveillance au Bangladesh, Castin a ouvert de nouvelles voies légales dans un Haïti en déroute, Vuthy a maintenu son organisation en activité malgré son exil forcé, et Prekkshya a soutenu un écosystème de redevabilité affaibli en pleine crise des financements.

Leurs histoires font émerger plusieurs clés de compréhension. La flexibilité est apparue non pas comme un élément de confort, mais plutôt comme la reconnaissance de l'expertise des boursiers, leur donnant la liberté de produire des connaissances ancrées dans les réalités locales, et d'agir pour surmonter les crises. La réactivité de l'ARC a rendu cette flexibilité possible dans l'articulation des objectifs de chaque boursier, même lorsque les objectifs évoluaient. Les boursiers qui ont été en mesure d'adapter leurs programmes, comme Mayra qui a étendu la portée de ses recherches communautaires au lieu de rencontrer en personne les décideurs aux États-Unis, comme Vuthy qui a inclus la protection de sa famille en parallèle de ses efforts pour aider les communautés fragilisées, ou encore comme Castin, qui a dû s'adapter pour répondre à des menaces constitutionnelles en temps réel, ont obtenu des résultats qui n'auraient pas été possibles avec des structures rigides.

Les structures des bourses ont eu une influence directe sur les résultats. Une affectation en milieu universitaire, comme celle de Sisty, a généré un réseau et des relations académiques durables grâce à un partenariat réciproque, tandis que celle d'Eduardo a permis de naviguer dans les méandres de la bureaucratie, nécessitant pour cela de trouver un allié en interne pour le guider. L'indépendance dans la recherche et les écrits ont donné à Maha la liberté de s'impliquer dans des manifestations en temps réel qui ont conduit à un changement de régime, mais cela a considérablement réduit la production intellectuelle qu'elle avait initialement prévue dans le cadre de sa bourse. Si les contextes de crise produisent des réformes qui font date, ils comportent aussi des risques personnels importants. Chaque structure demandait des arbitrages qui devaient être méticuleusement adaptés au contexte et aux besoins des boursiers.

La traduction du savoir des élites en outils pour la communauté s'est révélée l'une des stratégies les plus percutantes de l'ensemble des bourses. Maha a transformé le jargon économique en informations accessibles. Eduardo a codifié les procédures de la BID en manuels à destination des fédérations autochtones. Castin a créé des passerelles entre les cadres anticorruption et les droits fonciers en zone rurale. Joliesse a élaboré des guides pour se repérer dans les institutions financières internationales. Chaque acte de traduction du savoir détenu par les élites a réorienté le pouvoir vers les communautés qui pouvaient alors l'exploiter pour leur organisation et leurs plaidoyers.

Le rôle joué par les partenaires a été crucial pour mener les projets à terme. Les référents académiques, comme Kelly Askew, ont favorisé un environnement d'apprentissage mutuel. Les alliés au sein des institutions, tels que Tatiana Schor, ont permis de progresser malgré la bureaucratie. Les défenseurs de la société civile, tels que Aly Marie Sang, Carolina Juaneda, David Pred et Blair Glencorse, ont créé des ponts entre les projets individuels et des campagnes de plus grande ampleur, et contribué à maintenir le travail en temps de crise. Sans ces partenariats, la contribution des boursiers serait restée plus isolée et de courte vie.

La continuité après la fin du programme de bourses représente un travail de longue haleine. Sisty et Eduardo entretiennent leurs relations grâce à une collaboration de recherche qui perdure, du matériel de formation largement utilisé à ce jour et leur rôle en matière de gouvernance. Les travaux de recherche de Mayra ont documenté les plaidoyers régionaux en amont en pendant la COP 2025. Le travail de Castin se poursuit au travers de l'observatoire du territoire financé par la NSF. Le projet de Maha est intentionnellement resté ancré à l'échelon local, donnant la priorité aux résultats obtenus par la communauté au détriment d'un écho international. Pour Joliesse, le temps de la

bourse a surtout été consacré à l'apprentissage et à la mise en place de projets pilotes ; les occasions de collaboration après la fin du programme ont été plus limitées.

Ces différences sont plus attribuables à la structure qu'aux efforts individuels. Beaucoup des relations qui se sont révélées cruciales dans l'avancée des programmes de bourses existaient déjà auparavant, et plus la relation avait été longue, plus elle avait de chance de résister. Certains boursiers entretiennent leurs liens professionnels au travers des partenariats existants, comme Sisty et Kelly, Scott et Castin, et Eduardo et Carolina. D'autres ont créé des ressources concrètes capables de perdurer après la fin du programme, par exemple les manuels de formation, les guides organisationnels et les cadres de recherche. Du fait que la conception des bourses reposait sur des contextes spécifiques, Maha et Mayra n'ont pas inclus de partenaires organisationnels, ces derniers n'étant pas nécessaires pour leurs projets. Une leçon à retenir pour l'élaboration des prochains programmes est d'intégrer des structures de partenariat lorsqu'elles sont pertinentes et utiles, et de reconnaître qu'elles ne sont pas toujours nécessaires.

Renforcer la durabilité signifie de penser au-delà de la durée de la bourse. Les boursiers ont besoin d'un parcours clair vers des réseaux qui les soutiendront longtemps après la fin des financements. Leurs enseignements doivent être intégrés dans des pratiques institutionnelles, ou des ressources pratiques que d'autres pourront utiliser. Les organisations partenaires doivent prévoir des protocoles de communication durables pour les périodes de transition et d'activités intenses. Le travail requiert une pérennité financière plus que de dépendre du bon vouloir d'un défenseur. En temps de crise, les marqueurs du succès évoluent : parfois, le simple fait de survivre et d'être présent vaut plus que des livrables bien rédigés.

Les expériences vécues par ces huit boursiers ont réaffirmé certains des principes chers à Sandra Smithey. Même modestes, des programmes d'aides bien structurés qui associent un financement flexible à l'accompagnement d'un partenaire de confiance peuvent générer un impact substantiel qui dépasse le contexte immédiat. Le financement direct d'activistes émergents et en danger leur a permis de poursuivre des objectifs ambitieux tout en assurant leur sécurité, et de ne pas abandonner leur travail sous la pression. Faire confiance aux boursiers pour définir leurs propres priorités, choisir leurs collaborateurs et déterminer la meilleure façon de s'adapter à de nouvelles circonstances, tout cela a toujours abouti à des résultats plus créatifs et concrets que les plans imposés par les bailleurs de fonds ou la rédaction de rapports obligatoires. Dans certains cas, un simple apport ciblé de ressources a suffi à surmonter des obstacles majeurs et à éviter de se retrouver bloqué.

Au final, le programme de bourses Sandra N. Smithey pour l'équité et la redevabilité dans le développement international a respecté l'héritage de Sandra en apportant son soutien au genre de défenseurs de terrain qu'elle aurait précisément mis en lumière : des personnes engagées dans la défense d'un développement durable véritablement bénéfique aux communautés plutôt qu'aux intérêts des élites. Ces huit boursiers ont montré qu'un changement véritable ne repose pas que sur l'argent. Il requiert de la confiance dans la capacité des gens à connaître les besoins de leurs communautés. Il requiert de la flexibilité pour agir lorsque l'environnement bascule. Il repose sur des partenariats qui reconnaissent les boursiers comme des experts plutôt que comme des bénéficiaires. Et il exige de reconnaître qu'une expérience vécue fournit une forme de savoir qu'aucune formation universitaire ne pourra remplacer.

Leur travail perdure dans les outils qu'ils ont créés, dans les voies qu'ils ont ouvertes, dans les organisations qu'ils ont renforcées et les mouvements qu'ils ont soutenus. Le modèle de coopératives énergétiques communautaires de Sisty se répand actuellement à travers la Tanzanie. Les manuels de formation d'Eduardo sont distribués aux fédérations autochtones pour les aider à démêler les rouages bureaucratiques de la BID. Les étudiants de Maha débattent des politiques économiques dans la nouvelle ère politique du Bangladesh. Les guides pratiques de Joliesse aident son équipe à gérer des projets au Cameroun. La procédure ouverte par l'unité anticorruption de Castin est mise à disposition des Haïtiens qui cherchent à défendre leurs terres. Les travaux de recherche de Mayra ont mis en lumière le plaidoyer des femmes autochtones à la COP 30. L'organisation de Vuthy a non seulement survécu aux mesures de rétorsion et aux persécutions du gouvernement, mais atteint ses objectifs depuis plus de 10 ans. Le soutien de Prekkshya à l'écosystème a permis à des organisations cruciales de survivre à la crise des financements au Népal.

Ces boursiers ont assurément incarné l'héritage de Sandra Smithey, qui reconnaît que celles et ceux qui œuvrent sur le chemin de la redevabilité savent mieux ce dont ils ont besoin, et qui leur fait confiance pour tenir, encore plus, lorsque les circonstances les obligent à revoir leur plan.

Les dernières publications de l'ARC

Working Papers

- Knowles, Idah. 2025. "Open Parliaments in Africa." Accountability Research Center. *Accountability Working Paper 20*.
- Gearhart, Judy, et Connor Moynihan. 2025. "Upwelling : Fishers Organizing for their Rights and Sustainable Fisheries." Accountability Research Center. *Accountability Working Paper 19*.
- Parra Bayona, Mauricio. 2024. "Tejiendo vínculos entre autoprotección y protección colectiva: la experiencia de ACADESAN en Colombia." Accountability Research Center. *Accountability Working Paper 18*.
- Fox, Jonathan, Brendan Halloran, Alta Fölscher, et Rosie McGee. 2024. "Disentangling Government Responses: How Do We Know When Accountability Work Is Gaining Traction?" Accountability Research Center. *Accountability Working Paper 17*.
- Abhishek, Shriyuta, et Samir Garg. 2023. "Community Health Workers as Rights Defenders: Exploring the Collective Identity of the Mitanins of Chhattisgarh, India." Accountability Research Center. *Accountability Working Paper 16*.
- Gearhart, Judy. 2023. "Building Worker Power in Global Supply Chains: Lessons from Apparel, Cocoa, and Seafood." Accountability Research Center. *Accountability Working Paper 15*.
- Shukla, Abhay, Shweta Marathe, Deepali Yakkundi, Trupti Malti, et Jonathan Fox. 2023. "Activating Spaces, Scaling Up Voices: Community-Based Monitoring and Planning of Health Services in Maharashtra, India." Accountability Research Center. *Accountability Working Paper 14*.

Accountability Notes

- Fischer-Mackey, Julia, Joy Acheron, Hilda Argüello Avendaño, Benilda Batzín, Francisco Gómez Guillén, et Rosaura Medina. 2025. "Ten Dimensions of Network Strengthening: Lessons from Health Rights Advocates in Guatemala, Mexico, and the Philippines." Accountability Research Center. *Accountability Note 16*.
- Acheron, Joy et Abrehet Gebremedhin. 2025. "When Citizen Action for Accountability Boosts Legislative Oversight: The Multiply-Ed Experience in the Philippines." Accountability Research Center. *Accountability Note 15*.
- Freeman, Scott, Lani Inverarity, et Megan Pearson. 2024. "After the Agreement: Implementing Remedy for Displacement in Northern Haiti." Accountability Research Center. *Accountability Note 14*.
- Parra Bayona, Mauricio, Elizabeth Barco Moreno, et Jonathan Fox. 2024. "Collective Protection for Communities and Rights Defenders at Risk: Lessons from Grassroots Advocacy in Colombia." Accountability Research Center. *Accountability Note 13*.
- Fox, Jonathan, et Carlos García Jiménez. 2023. "Farmer Movement Oversight and New Approaches to Government Agriculture Programs in Mexico." Accountability Research Center. *Accountability Note 12*.

Retrouvez toutes les publications sur
<http://accountabilityresearch.org/publications/>



American University
School of International Service
4400 Massachusetts Ave NW
Washington, DC 20016
www.accountabilityresearch.org